Déclaration de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères, sur la situation en Syrie, à New York le 26 septembre 2013.

2013-09-26

Monsieur le Secrétaire général de la Ligue arabe,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Mesdames et Messieurs,

Chers Amis,

Je suis heureux que nous soyons très nombreux à être réunis ici au coeur des Nations unies pour marquer notre soutien à la Coalition nationale syrienne, représentante légitime du peuple syrien.

En cette semaine ministérielle de l'Assemblée générale des Nations unies, nous avons souhaité permettre à son président, M. Ahmad Al-Jarba, de présenter son analyse de la situation en Syrie et sa vision de la Syrie de demain. Monsieur le Président, c'est un honneur de vous accueillir au coeur des Nations unies.

Il y a un mois Bachar Al-Assad massacrait 1.500 personnes dans la banlieue de Damas avec des armes chimiques. Face à ce crime, la communauté internationale devait prendre ses responsabilités.

De nombreux pays, dont la France, ont souhaité qu'une résolution du Conseil de sécurité permette de s'assurer qu'un mécanisme crédible et vérifiable soit mis en place pour détruire ces armes au plus vite. Cette résolution est désormais au point et elle sera présentée ce soir même.

Je tiens à saluer, Monsieur le Président, l'engagement que vous avez pris au nom de la Coalition nationale d'apporter tout votre soutien à ce processus de démantèlement des armes chimiques et à saluer aussi votre engagement réaffirmé à faire que la Syrie de demain soit débarrassée d'armes chimiques.

Mais nous savons tous que si résoudre la question des armes chimiques est très important, cela ne mettra fin ni la crise, ni aux souffrances du peuple syrien. Les bombardements du

régime continuent à tuer des milliers de civils innocents. Il est urgent de mettre un terme à cette violence, comme il est urgent de venir plus massivement en aide au peuple syrien, notamment dans les zones qui ne sont plus sous contrôle du régime et où les besoins sont immenses.

La France a décidé d'attribuer 20 million d'euros supplémentaires pour les besoins à l'intérieur de la Syrie comme pour l'assistance aux réfugiés et aux pays hôtes.

Partout en Syrie, malgré le déchainement de violence du régime, la solidarité des citoyens s'organise. Il faut impérativement, et c'est le sens de notre présence, que nous apportions un soutien encore plus grand à cette mobilisation.

Monsieur le Président,

Vous représentez l'esprit démocratique qui a animé le mouvement de contestation contre le régime de Bachar Al-Assad dès les premiers jours, en mars 2011. Cet esprit démocratique continue à vivre, nous le savons, dans les villes et les villages de Syrie, y compris dans les zones que le régime tente de maintenir sous son contrôle, par la terreur ou par la manipulation.

Mais nous savons aussi que plus la crise dure, plus les groupes extrémistes se développent, avec d'ailleurs - il faut le souligner - la complicité de Bachar Al-Assad qui a fait libérer depuis plus d'un an des extrémistes. Car, et ceci est essentiel à expliquer à l'opinion publique qui ne le comprend pas toujours, ce n'est pas Bachar Al-Assad qui constitue le rempart contre l'extrémisme, ce n'est pas l'extrémisme qui constitue le rempart contre Bachar Al-Assad. C'est la Coalition qui constitue en réalité la seule alternative à la fois au régime de Bachar Al-Assad et aux extrémistes. C'est cette Syrie-là que nous voulons soutenir.

Monsieur le Président,

Vous avez pris des positions claires en soulignant vos aspirations et celles de la Coalition à ce que la Syrie de demain soit pluraliste, démocratique et respectueuse de tous ses citoyens. Il n'y aura pas de paix en Syrie sans une Coalition capable de fédérer les aspirations du peuple syrien et capable d'éviter sa fragmentation.

C'est pourquoi soutenir la Coalition est un impératif pour tous ceux qui veulent vraiment la paix. Soutenir la Coalition est une condition indispensable à l'émergence d'une solution politique crédible. Voilà pourquoi nous devons porter une assistance accrue à l'ensemble des composantes de la Coalition. J'invite toute la communauté internationale à faire de même.

Monsieur le Président,

Je vous félicite de votre engagement encore renouvelé il y a quelques jours par une lettre que vous avez adressée au Conseil de sécurité à participer à une future conférence

internationale afin de mettre en oeuvre le communiqué final de Genève I. C'est une décision courageuse mais c'est aussi une décision nécessaire quand beaucoup au sein de la communauté internationale s'interrogeait sur l'existence d'un interlocuteur crédible.

Ce n'est pas la réponse que les soutiens du régime de Damas espéraient. Car il revient désormais à celui-ci de s'engager pour que puisse s'amorcer enfin un véritable processus de transition politique. L'objectif d'une telle conférence, que nous appelons Genève II, est clair dans votre esprit comme dans le nôtre. En réunissant toutes les parties prêtes à jouer un rôle constructif, cette conférence devra déboucher sur la mise en oeuvre d'un gouvernement de transition doté de tous les pouvoirs exécutifs, y compris ceux de la présidence.

Pour tout cela nous comptant sur vous Monsieur le Président. Votre tâche est difficile, votre responsabilité est grande mais la nôtre qui est celle de vous soutenir activement l'est aussi. Monsieur le Président, au moment où débute cette séance, je veux que vous sachiez, et que vous disiez au peuple syrien que tous ceux qui sont là sont à vos côtés.

Je vous remercie.

Remarques conclusives :

Cette réunion a rassemblé la majorité des pays du monde. C'est pour témoigner, d'une part, notre solidarité au peuple syrien et en même temps, notre soutien à la Coalition nationale syrienne. Une chose ne va pas sans l'autre, tel était l'objet de cette réunion.

Deuxièmement je voudrais, pour que nous ayons tous le même niveau d'information vous donner quelques éléments sur ce qui est en train de se discuter dans cette maison. C'est inutile de le dissimuler, la résolution par rapport aux armes chimiques va donc être adoptée. Il y aura un texte également à adopter à La Haye, puisque c'est un effet de miroir avec l'Organisation d'interdiction des armes chimiques, et on peut donc considérer que dans les jours qui viennent, la partie juridique de l'interdiction et de l'élimination des armes chimiques aura été adoptée.

Demain, en fin d'après-midi, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité ainsi que M. Brahimi et M. Ban Ki-moon se réuniront pour examiner si nous pouvons prendre des décisions pour Genève II. Et j'espère que nous pourrons le faire. Ce qui nous permettra à la fois, sur l'aspect des armes chimiques et sur Genève II, d'avoir avancé. Voilà les éléments d'information qui sont en possession et que je voulais partager avec vous.

Enfin le dernier évènement est le suivant : ce n'est pas par hasard que nous avons souhaité dans cette enceinte faire cette réunion. C'est parce qu'il nous semble que l'alternative politique crédible que nous appelons de nos voeux, il est particulièrement symbolique que nous l'ayons évoqué aujourd'hui dans l'enceinte des Nations unies. Car c'est cette même

enceinte, Chers Amis, qui a vocation, demain, à accueillir la nouvelle Syrie, tout cela à l'issue du processus de transition que nous appelons tous de nos voeux.

Monsieur le Président Al-Jarba, vous avez tout notre soutien. Merci.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 1er octobre 2013

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/189116-laurent-fabius-26092013-situation-en-syrie